



Conseil de sécurité
Débat ministériel

**Maintien de la paix et de la sécurité internationales : le rôle des jeunes dans
la réponse aux défis de sécurité en Méditerranée**

New York, le 17 avril 2024

Lue par Pascale Baeriswyl,
Représentante permanente de la Suisse

Merci, Monsieur le Président – bienvenue de retour dans cette chambre.

Permettez-moi de commencer par l'histoire inspirante de deux jeunes actrices du changement :

Ibtihal est libyenne, originaire de Tripoli. Elle a organisé, en plein conflit, un programme de formation pour aider les femmes et les jeunes à accéder à des moyens de subsistance.

Et Sena, née à Damas, a emprunté en 2016 les routes des réfugiés vers la Türkiye. Elle analyse dans sa thèse de doctorat les œuvres littéraires de réfugiés syriens qui, je cite Sena, « tentent de montrer [les réfugiés] sous un visage différent : celui de la bravoure, de la résilience ».

Monsieur le Président,

Ibithal et Sena ne sont pas seules. De nombreux jeunes femmes et hommes en Méditerranée s'engagent pour faire face aux défis interconnectés qui pèsent sur leur avenir : conflits, changement climatique, marginalisation, manque d'emploi – et l'apparente paralysie des institutions étatiques quand il faudrait agir sur le long terme.

Je remercie donc Malte de nous avoir réunis autour de ce thème, et les intervenantes et intervenants de leurs contributions.

Monsieur le Président,

La volonté des jeunes à s'engager ne fait aucun doute, et on vient de le voir. Ce qu'il faut, c'est la volonté des dirigeantes et dirigeants politiques à faire leur part :

Il s'agit, d'abord, d'autonomiser les jeunes sur le plan économique et social pour qu'ils disposent des ressources, des capacités et de la confiance pour être des agents de changement. Cela implique de mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable. Mais tout aussi important, de mieux prévenir la violence et les conflits armés qui sont souvent à l'origine du manque de perspectives des jeunes.

Trop de jeunes en Méditerranée portent aujourd'hui le triple fardeau des conflits, de la marginalisation et de l'insécurité économique. Ce fardeau les pousse à perdre la confiance dans les institutions étatiques, à emprunter des routes migratoires dangereuses – nous l'observons en Bosnie-Herzégovine, en Syrie ou encore en Libye. Et ce fardeau risque de s'alourdir à mesure que s'accroissent les effets du changement climatique, qui à leur tour accentuent les inégalités et la pauvreté. Il est donc dans l'intérêt de toute la région et au-delà de soutenir les jeunes de la Méditerranée dans le développement de leurs compétences économiques et sociales, comme le fait par exemple la Suisse dans son projet « Youth for change » en Bosnie-Herzégovine.

Si l'autonomisation est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Il s'agit également de valoriser les jeunes en tant qu'actrices et acteurs du changement. De considérer leur dynamisme comme une chance pour la paix et le développement durable et non comme un danger. De lever les obstacles à la participation des jeunes et de les encourager dans leur engagement, plutôt que d'assécher leurs idées avant même qu'elles ne germent.

La valorisation implique aussi de passer de la parole aux actes.

Les agendas « Jeunesse, paix et sécurité » et « Femmes, paix et sécurité » montrent des pistes pour renforcer réellement la participation, si la volonté politique est là. Le dernier rapport JPS du Secrétaire général fournit des exemples concrets de leadership par des jeunes, comme le dialogue intergénérationnel sur la jeunesse et la sécurité climatique lors de la COP28 ou l'intégration des jeunes dans des initiatives de consolidation de la paix environnementale, au sein de missions de paix à Chypre et ailleurs. Tous les États membres auront bientôt la possibilité de faire preuve de leur engagement envers les jeunes, en inscrivant dans le Pacte pour l'avenir le développement d'une norme de référence mondiale pour une véritable participation des jeunes, sous les auspices du Bureau des Nations unies pour la jeunesse. Le Conseil de sécurité pourrait encore renforcer son action, par exemple en établissant un Plan d'action jeunesse, paix et sécurité, sur le modèle de la Commission de Consolidation de la Paix.

J'en viens à mon dernier point : la protection. Même si certains jeunes courageux s'expriment malgré des menaces, la peur en fait taire beaucoup d'autres. La démarche à suivre est évidente : créer, hors et en ligne, des espaces civiques où les jeunes de tous genres, de toutes communautés et de tous horizons peuvent s'exprimer librement et sans crainte de représailles ; où le dialogue interculturel et intergénérationnel fleurit et où les discours de haine s'assèchent.

Monsieur le Président,

Les pays qui bordent la Méditerranée sont loin d'être uniformes. Souvent, cette mer emblématique se présente comme un trait d'union entre des mondes très différents.

Mais partout dans la Méditerranée – dans le monde entier, à vrai dire – les jeunes sont un moteur crucial pour la construction de sociétés pacifiques, durables et prospères. Nous avons donc tout intérêt à les autonomiser, les valoriser et les protéger ; à créer un environnement propice à leur participation. Comme le dit un proverbe arabe : « le sort de chaque nation dépend de sa jeunesse ».

Je vous remercie.

Thank you, Mr. President – welcome back to this room.

Allow me to begin with the inspiring story of two young women agents of change:

Ibtihal is Libyan, originally from Tripoli. In the midst of conflict, she organized a training program to help women and young people gain access livelihood opportunities.

Sena, born in Damascus, took the refugee route to Türkiye in 2016. In her doctoral thesis, she analyzes the literary works of Syrian refugees who, and I quote Sena, "try to show [refugees] in an alternative perspective: that of bravery, of resilience".

Mr. President,

Ibtihal and Sena are not alone. Many young women and men in the Mediterranean are committed to tackling the interconnected challenges that weigh on their future: conflict, climate change, marginalization, lack of employment - and the apparent paralysis of state institutions when long-term action is needed.

I would therefore like to thank Malte for bringing us together on this theme, and the speakers for their contributions.

Mr. President,

The willingness of youth to engage is undeniable, as we have just seen. What is needed is the willingness of political leaders to do their part:

First, we need to empower young people economically and socially, so that they have the resources, capabilities and confidence to be agents of change. This means implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development. But just as important is better prevention of violence and armed conflict, which are often at the root of young people's lack of prospects.

Today, too many young people in the Mediterranean bear the triple burden of conflict, marginalization and economic insecurity. This burden leads them to lose confidence in state institutions, and to take dangerous migratory routes - as we have seen in Bosnia-Herzegovina, Syria and Libya. And this burden is likely to increase as the effects of climate change intensify, in turn accentuating inequality and poverty. It is therefore in the interests of the whole region and beyond to support the young people of the Mediterranean in developing their economic and social skills, as Switzerland is doing with its "Youth for change" project in Bosnia-Herzegovina.

Empowerment is necessary, but not sufficient. It's also about valuing young people as agents of change. Considering their dynamism as an opportunity for peace and sustainable development, rather than as a danger. Removing obstacles to young people's participation and encouraging their engagement, rather than drying up their ideas before they have time to germinate

Valuing also means moving from words to deeds.

The Youth, Peace and Security (YPS) and Women, Peace and Security (WPS) agendas point to ways in which participation can be genuinely strengthened, if the political will is there. The Secretary-General's latest YPS report provides concrete examples of youth leadership, such as the intergenerational dialogue on youth and climate security at COP28, or the integration of young people in environmental peacebuilding initiatives, within peace missions in Cyprus and elsewhere. All member states will soon

have the opportunity to demonstrate their commitment to young people, by including in the Pact for the Future the development of a global benchmark for genuine youth participation, under the auspices of the UN Youth Bureau. The Security Council could further strengthen its action, for example by establishing a Youth, Peace and Security Action Plan, along the lines of the Peacebuilding Commission.

This brings me to my final point: protection. Even if some courageous young people speak out despite threats, fear silences many others. The way forward is obvious: create civic spaces, offline and online, where young people of all genders, communities and backgrounds can express themselves freely and without fear of reprisal; where intercultural and intergenerational dialogue flourishes and hate speech withers.

Mr. President,

The countries bordering the Mediterranean are far from uniform. This emblematic sea often appears as a link between very different worlds.

But throughout the Mediterranean - indeed, worldwide - young people are a crucial driving force in building peaceful, sustainable and prosperous societies. We therefore have a vested interest in empowering, valuing and protecting them; in creating an environment conducive to their participation. As an Arab proverb says: "the fate of every nation depends on its youth".

Thank you very much.